

[Texte]

to the conclusion. Now the suggestion has been made that in the same way that the Province of Quebec, when it receives \$200 million from the federal government does not match it with its own provincial dollars—and we are on to that one now—so also is the Province of New Brunswick acting. Once they receive these funds they are not matching them from their own budget, and they are neglecting the highway network in northern New Brunswick. I would plead with you to have your officials, with your own responsibilities and authority, to investigate and keep a close eye on the actual expenditure of those funds to make sure that they are delivered into and spent and expended in the areas for which they have been designated, whether it is through highway strengthening or DREE or any other agency from the federal government.

• 2125

Mr. Pepin: Mr. Harquail, I did answer a similar question this morning, and I think that you will find there words that are not unacceptable to you. I took a bit of the same position, that we, the feds, do not particularly like the idea of acting as a pipeline for money coming from the public back to the provinces, and I suggested an approach that might go some way to remedying that situation. Instead of having the traditional federal-provincial agreement for the primary highway strengthening program, have the concept of the multi-modal approach, envelope and tradeoff, and I indicated that one of the ways to go might be to enhance the envelope and then agree with the provinces on programs that would be clearly identified as federal ones.

I have deciphered an attitude in the provinces that for one reason or another they seem to be more and more in agreement with that approach.

The Chairman: Thank you, Mr. Harquail. I will now go to Mr. Crosbie, followed by Mr. Hovdebo which looks as if it will pretty well wind up our time for this evening. Mr. Crosbie.

Mr. Crosbie (St. John's West): Thank you for allowing me to ask a question, Mr. Chairman. I am not a regular member of this committee because I am on another committee, but transportation issues are extremely important to Newfoundland and my district, and that is why I am here tonight.

I did not realize I had offended the chairman somehow by appearing, but nevertheless . . .

The Chairman: You did not offend the Chairman, Mr. Crosbie. Many members are in your position, and I point out to you that you are getting your opportunity to ask questions the same as other members who appear here.

Mr. Crosbie (St. John's West): And I will point out to you that I am not asking questions as a result of your discretion. I am asking questions as a result of my rights as a member of the House of Commons and as a member here tonight of this committee.

[Traduction]

Nouveau-Brunswick ferait comme la province du Québec, qui lorsqu'elle reçoit \$200 millions du gouvernement fédéral, n'ajoute pas une somme comparable à même les derniers provinciaux. Nous avons enfin fini par le comprendre. Lorsque la province reçoit ces crédits, elle ne réserve pas une somme égale à même son propre budget et c'est ainsi qu'on néglige le réseau routier dans le nord du Nouveau-Brunswick. Je vous supplie d'accorder à vos fonctionnaires la responsabilité et l'autorité nécessaires pour faire enquête sur l'utilisation réelle de ces crédits et les surveiller de près de façon à s'assurer que l'argent est versé et dépensé tel que prévu, qu'il s'agisse d'améliorer les routes ou d'un programme du MEER ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral.

M. Pepin: Monsieur Harquail, j'ai répondu à une question semblable ce matin et je ne crois pas que vous trouviez ma réponse inacceptable. J'ai adopté un peu la même position que vous, c'est-à-dire que nous, du gouvernement fédéral, n'aimons pas particulièrement l'idée d'agir comme intermédiaire entre les deniers publics et les provinces, et j'ai proposé une approche qui permettrait peut-être de remédier à cette situation. Au lieu de la traditionnelle entente fédérale-provinciale visant le programme d'amélioration des grandes routes, adoptons le concept de l'approche multi-modale, les enveloppes et les échanges; nous pourrions peut-être, comme je l'ai mentionné, donner plus d'importance au système des enveloppes, pour ensuite s'entendre avec les provinces sur les programmes qui seraient identifiés clairement comme étant fédéraux.

J'ai décelé chez les provinces, je ne sais trop pourquoi, une tendance de plus en plus favorable à cette approche.

Le président: Merci, monsieur Harquail. Je vais maintenant céder la parole à M. Crosbie qui sera suivi par M. Hovdebo, ce qui devrait probablement prendre tout le temps que nous avons ce soir. Monsieur Crosbie.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Merci de me permettre de poser une question, monsieur le président. Je ne fais pas normalement partie de ce Comité, parce que je fais partie d'une autre, mais les questions de transport sont extrêmement importantes pour Terre-Neuve et pour ma région, et c'est pourquoi je suis ici ce soir.

Je ne m'étais pas rendu compte que ma présence ici avait offensé je ne sais trop comment le président, mais quoi qu'il en soit . . .

Le président: Vous n'avez pas offensé le président, monsieur Crosbie. Nombre de députés sont dans votre position et je vous ai simplement fait remarquer que vous aviez l'occasion de poser des questions tout comme les autres députés qui sont ici.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Et moi je vous ferai remarquer que si je pose des questions, ce n'est pas à cause de votre bon vouloir. Je pose des questions grâce à mes droits en ma qualité de député de la Chambre des communes et à titre de membre ce soir de ce Comité.